



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 12 novembre 2024

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	20
Nombre de votants :	25

Date de la convocation : 31 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à quatorze heures trente-six, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Budget annexe Régie des déchets de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes – Décision Modificative n°1

Finances

Monsieur François SERVENT, Vice-président en charge du développement durable expose :

Afin de procéder à une évolution du Budget annexe de la régie des déchets de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes en lien avec les avancées des projets votés initialement, il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le Budget annexe comme suit :

FONCTIONNEMENT

Recettes			Crédits		Explications
Chap	Art	Libellé	Diminués	Augmentés	
75	7588	Autres		16 000,00	Ajustement sur des recettes de récupération TICPE 2022 & 2023 non prévues au BP
77	778	Autres produits exceptionnels		5 100,00	Ajustement d'équilibre suite à une régularisation 2023 du SIL de 8 357,00€ TTC
		Total	0,00	21 100,00	

21 100,00

Dépenses			Crédits		Explications
Chap	Art	Désignation	Diminués	Augmentés	
65	6541	Créances admises en non-valeur		17 100,00	Ajustement lié aux non-valeurs présentées par le SGC pour un total de 25 069,11€ TTC
65	6542	Créances éteintes		4 000,00	Ajustement lié aux créances éteintes soumises par le SGC pour un total de 6 868,97€ TTC
		Total	0,00	21 100,00	

21 100,00

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-1, L. 2311-2 et L. 1612-11 ;

Vu la délibération n°2024/CC03/21 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2024 portant adoption du Budget annexe de la Régie des déchets du Bassin de Marennes 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

DÉCIDE

- D'approuver la décision modificative n°1 au Budget annexe de la Régie des déchets du Bassin de Marennes 2024 ;
- D'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte à LA MAJORITÉ

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 1
M. Richard GUERIT

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARDLe Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.